



HAL
open science

Economie et pacifisme

Jacques Fontanel, Ron Smith

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel, Ron Smith. Economie et pacifisme. ARES, 1985, 1984-1985, VII, pp.43-73. hal-02514429

HAL Id: hal-02514429

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02514429v1>

Submitted on 22 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ECONOMIE ET PACIFISME

Jacques Fontanel, Ron Smith

Arès, Défense et Sécurité, 1984-1985
Grenoble, Lyon, 1985.

Résumé : Au moment où les tensions internationales entre l'Est et l'Ouest s'intensifient, le pacifisme semble renaître. Les économistes mettent en avant les fondements purement économiques de la guerre, même si leurs discours sont hétérogènes, voire contradictoires. Pour les pacifistes, le militarisme est souvent la condition de la guerre, il renforce la violence des modes de production et il exerce des effets néfastes sur les économies capitalistes et socialistes. En France, le mouvement pour la paix regroupe la lutte contre le capitalisme, le refus des inégalités excessives, l'écologie, la défense du Tiers-Monde et la défense du beurre contre celui du canon. Le désarmement pour le développement recouvre une population encore plus large de partisans, ce qui explique en partie que le Fonds Internationale de Désarmement pour le Développement soit un projet présenté et défendu par le gouvernement français.

Summary : At a time when international tensions between East and West are intensifying, pacifism seems to be reborn. Economists highlight the purely economic foundations of war, even if their speeches are heterogeneous, even contradictory. For the pacifists, militarism is often the condition of war, it reinforces the violence of the modes of production and it has harmful effects on the capitalist and socialist economies. In France, the peace movement brings together the fight against capitalism, the rejection of excessive inequality, ecology, the defence of the Third World and the defence of butter against that of the cannon. Disarmament for development covers an even wider population of supporters, which partly explains why the International Disarmament for Development Fund is a project presented and defended by the French government.

Mots clés : Désarmement – Développement, guerre, paix, capitalisme, socialisme

Disarmament, Development, war, peace, capitalism, socialism.

Le pacifisme renaît. Malgré la connotation péjorative que le mot suggère dans notre culture, il n'est plus, en Europe, un mouvement marginal. Les Etats-Majors militaires s'en inquiètent, considérant qu'il menace le monde occidental. Pour le dictionnaire *Robert*, si le « pacifiste est un partisan de la paix entre les Nations, pris en mauvaise part, il désigne un partisan de la paix à tout prix, un défaitiste ou une personne qui prétend établir la paix universelle par des moyens illusoires ». Pour les pacifistes, la guerre doit être définitivement condamnée, car les maux qu'elle provoque sont plus grands que les maux auxquels elle prétend remédier. Ils proposent la coexistence pacifique entre les peuples¹.

Les économistes se sont aussi intéressés à la guerre, même s'ils n'ont pas fait de ce thème un objectif central de leurs réflexions. C'est pourquoi il est parfois difficile de mettre en évidence la cohérence économique des idées pacifistes. C'est ce que nous nous proposons de faire dans une première partie. D'autre part, souvent de manière indirecte, les mouvements pacifistes développent certaines idées d'organisation économique de la société qui méritent d'être analysées, sous l'angle de leur crédibilité dans le monde contemporain, du triple point de vue économique, stratégique et politique.

I - Les leçons des économistes aux pacifistes.

II - Les conceptions économiques des pacifistes français².

* Jacques FONTANEL - Directeur adjoint du CEDSI.

** Ron SMITH - Appartient au BIRKBECK College de l'Université de Londres. Il n'a pas participé à la Bourse OTAN, mais en raison des nombreuses discussions qu'ils ont eu sur le sujet, J. Fontanel a tenu à l'associer à son étude.

I - LES LEÇONS DES ECONOMISTES AUX PACIFISTES

L'économie n'est pas le seul facteur de guerre ou de paix, mais elle participe activement aux conflits ou coopérations entre les peuples. Même si les économistes ont souvent négligé l'analyse économique de la paix, la considérant presque toujours comme une donnée, ils n'en ont pas moins établi volontairement ou non des théories de la paix ou de la guerre.

Cependant, le domaine de recherche qui a été le plus abordé est, naturellement, l'analyse économique des dépenses militaires qui, pour être plus réduite quant à ses ambitions, n'en est pas moins intéressante dans le cadre de négociations éventuelles sur le désarmement.

A - Les conceptions théoriques de la paix

L'analyse économique n'offre pas de corps de réflexions théoriques indiscutable. Il existe plusieurs conceptions différentes de la paix et de la guerre, qui peuvent toutefois être regroupées autour de quatre courants de pensée principaux : les classiques et les néo-classiques, les keynésiens, les marxistes, les mercantilistes.

1) La guerre, phénomène irrationnel selon les classiques et les néo-classiques

La pensée classique et néo-classique situe la guerre à l'extérieur du champ de l'économie. Pour elle, le commerce libre conduit à la paix universelle ; il faut donc lutter contre l'esprit de monopole et contre les systèmes économiques qui refusent le progrès en créant des obstacles à la concurrence. Il suffit de mettre en place les règles nécessaires au développement du capitalisme pour que la paix soit universelle. Il peut exister des dérèglements des économies de marché, tels que l'apparition de monopoles ou les réductions des libertés économiques, qui rendent possibles les conflits armés, au même titre que la concurrence des systèmes économiques. Cependant, la guerre est analysée principalement comme un phénomène économiquement inadmissible et irrationnel. Les auteurs néo-classiques évacuent la guerre de la réflexion économique, sauf dans l'optique du sacrifice nécessaire à la défense des pays libres contre les systèmes planifiés totalitaires et impérialistes. En fait, ces théories n'expliquent pas la guerre, la considérant hors du champ de leur compétence, sauf en ce qui concerne son financement.

Dans cette optique, les pacifistes qui considèrent que la guerre est condamnable en soi, qu'elle peut toujours être évitée et qu'elle dépend non pas des structures sociales, mais de la volonté humaine, peuvent trouver une certaine légitimité théorique si l'on se situe dans le cas particulier d'un capita-

lisme mondial. En fait, les classiques et néo-classiques ne considèrent pas l'existence de systèmes économiques opposés, mais ils cherchent à démontrer que dans un système de concurrence international basé sur les principes de l'économie libérale, la guerre est un non-sens. Par contre, les études entreprises sur le conflit des systèmes ne mettent pas en doute l'utilité d'une défense, même au prix d'un sacrifice économique considérable. Les dépenses militaires sont alors perçues comme des dépenses nécessaires, mais fortement improductives. Les classiques et les néo-classiques ne condamnent pas, dans la situation actuelle, la course aux armements, ils regrettent seulement son coût et son influence négative sur la crise économique. Cette conception prédominante chez les néo-classiques n'est toutefois pas retenue par l'ensemble de ce courant de pensée. C'est ainsi que certains d'entre eux considèrent que, dans une optique de production et au moins à court terme, les dépenses militaires peuvent avoir des effets positifs sur la conjoncture économique d'un pays exportateur d'armes ou subissant une situation de sous-emploi. Il n'en reste pas moins vrai que l'idée de défense comme sacrifice économique nécessaire d'une nation est nettement prédominante.

2) Les keynésiens et les dépenses militaires comme solution possible à la crise

Pour Keynes, dans une situation socialement bloquée, l'Etat doit accroître ses dépenses militaires pour combattre les crises de surproduction des économies capitalistes. La dynamique des économies de marché conduit, de par son exceptionnelle efficacité, à un excès de l'offre des biens produits, qui ne peut être éliminé que par les dépenses publiques les plus improductives. Or, les dépenses sociales qui pourraient permettre de compenser le surplus créé sont en contradiction avec les lois du capitalisme, qui impliquent une sanction de l'efficacité relative des producteurs. Ces réflexions rejoignent en partie un courant de pensée marxiste (Baran et Sweezy, par exemple) qui considère que la création des complexes militaro-industriels ont permis aux pays occidentaux d'échapper, momentanément, à la crise inéluctable du capitalisme, du fait de ses contradictions internes. Les dépenses militaires épongent les surplus et participent activement à la lutte contre la baisse tendancielle du taux de profit.

Cette conception n'est toutefois pas retenue par tous les keynésiens. En effet, Paul Samuelson considère pour sa part que les dépenses militaires n'ont pas un rôle différent de celui des autres dépenses publiques, d'autant qu'elles sont socialement négatives et économiquement neutres. Il affirme que les dépenses sociales sont préférables aux dépenses militaires ; elles ne

sont pas en effet en contradiction avec le capitalisme contemporain et elles n'ont pas un effet multiplicateur inférieur aux autres dépenses de l'Etat. Il n'en reste pas moins clair que dans l'optique keynésienne – et ce, dans une perspective exclusivement économique – les dépenses militaires exercent un effet plutôt positif sur une économie de sous-emploi (grâce à l'existence de l'effet multiplicateur ou pour pallier le phénomène de surproduction), surtout si l'on ne raisonne pas en termes de coûts d'opportunité. Cette perspective n'est jamais mise en évidence par les pacifistes, à l'exclusion de ceux qui condamnent le capitalisme comme principal fauteur de guerre.

Il est vrai que de nombreuses organisations du mouvement de paix souhaitent une transformation du système économique, une limitation du rôle du profit, la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme et une place plus grande offerte à l'individu et à son environnement. Dans ce contexte, il est possible effectivement de réclamer parallèlement une réduction des dépenses militaires et un changement de société. Le problème est alors de savoir si ce type de société est compatible avec une société planifiée telle qu'elle existe dans les pays de l'Est. Autrement dit, les tensions internationales qui existent à l'heure actuelle seraient-elles réduites avec une modification sensible des économies de marché, vers une société plus écologique ? Pour l'instant, aucune étude n'a été faite sur ce point ; le mouvement de paix fait alors l'hypothèse implicite selon laquelle cette société nouvelle s'étendrait à toute la surface du globe, ce qui est une manière comme une autre d'occulter le problème, en supprimant une source importante de conflit.

3) La pensée marxiste, ou la paix dans et par le socialisme

Pour Marx et Engels, le progrès économique et social passe souvent par la violence. La guerre appartient aux superstructures et elle est conditionnée par des rapports sociaux antagonistes. La lutte des classes entraîne des conflits armés soit entre les Etats, soit entre les différents groupes sociaux. La guerre entre Etats, selon Marx, n'est peut-être pas inhérente au capitalisme, alors que la guerre sociale (ou guerre civile) est inéluctable et inscrite dans les fibres du capitalisme. Cependant, les peuples vivant dans un système d'exploitation de l'homme par l'homme ne peuvent fraterniser et le pacifisme est alors une illusion. Marx se moquera même des pacifistes. La paix n'est possible qu'en l'absence de lutte des classes et elle n'est donc pas durable tant que le capitalisme subsistera. Dans le Manifeste du Parti Communiste, Engels et Marx diront que « l'hostilité des nations entre elles disparaîtra avec l'antagonisme des classes dans la nation ». Les théories de l'impérialisme

courant. La guerre est un processus continu qui peut, parfois, prendre la forme de conflits armés. Les théories pacifistes sont alors assez mal adaptées à ce type d'analyse, car elles souhaitent avant tout centrer leurs analyses sur les armes de destruction massives, alors que l'économie tue certainement aussi efficacement, en toute impunité. Si l'on accepte l'hypothèse de la guerre continue, les priorités sont certainement modifiées : il ne s'agit donc plus de demander d'abord la disparition des armes, mais il s'agit d'exiger un ordre international plus juste, des réformes de société ou une meilleure répartition nationale et internationale des richesses.

Les thèses de l'échange inégal ou du développement, facteur de sous-développement des autres pays conduisent aux mêmes conclusions. Ce n'est plus la destruction des armes qui est fondamentale, mais la modification des rapports internationaux. Les partisans de ces théories considèrent souvent que la puissance des forts accroît leur niveau de vie et que cette relation empêche une solution simple à l'exploitation. A la domination doit s'opposer le dominé et les moyens utilisés sont presque tous, par nature, violents, comme en témoignent les guerres de libération nationale.

Si la domination ne permet pas l'instauration d'une paix durable, la lutte contre la domination conduit souvent à la guerre ou à la lutte armée. Il est donc intéressant de fixer des priorités. Il ne suffit certainement pas de dire qu'il faut lutter contre la domination, encore faut-il définir les moyens car les dominants ne laisseront pas facilement le pouvoir aux dominés. Jean-Marie Muller du Mouvement d'Action Non-Violente affirme que la non-violence n'est pas du pacifisme, car elle accepte les situations de conflits en fixant une stratégie qui nie les armes, mais lutte contre la domination et l'ordre établi³.

Pour les pacifistes d'obédience marxiste, l'action est à la fois simple et difficile. En effet, réclamer une réduction des dépenses militaires ou un contrôle des armements peut s'expliquer par la recherche d'une solution non militaire à la crise du capitalisme. Le conflit entre les économies de marché et les économies planifiées peut trouver une issue, qui ne soit pas mortelle pour l'humanité entière, dans la décomposition progressive des forces qui fondent le capitalisme. En fait, celui-ci ne peut s'en sortir, conjoncturellement, que par le militaire. Le désarmement apparaît alors comme une avancée du socialisme et une limitation des dangers inhérents à l'arme nucléaire aux mains d'un système et de gouvernants menacés par la loi d'évolution des systèmes. La course aux armements étant due essentiellement aux forces impérialistes, une réduction des dépenses militaires permettrait d'accroître les contradictions du capitalisme et de favoriser le développement des forces socialistes.

Pour les pacifistes « purs et durs », les conflits ont une solution immédiate ; toute situation de lutte doit être résolue autrement que par la force. En fait, ce courant de pensée oublie le poids des structures et des bureaucraties, des pouvoirs en place et des intérêts divergents, pour croire qu'un monde aussi inégalitaire et peu soucieux du droit des hommes puisse se délester de ses armes. S'ils trouvent la guerre irrationnelle, ils ne peuvent justifier cette hypothèse au plan économique, car ils ne revendiquent nullement les conceptions classiques et néo-classiques, ni l'instauration du socialisme mondial.

Les autres pacifistes ne peuvent tenir compte des analyses économiques, car celles-ci ignorent les rapports Est-Ouest, sauf dans le cadre des échanges et de la guerre économique. Les économistes peuvent toujours regretter que les pacifistes omettent les variables économiques dans leurs raisonnements, les pacifistes peuvent en dire autant à leur égard. Les théories du développement excluent les rapports Est-Ouest et elles établissent, pour leurs réflexions, des hypothèses sur les rapports sociaux internationaux qui frisent l'angélisme et qui occultent les conflits. Les grandes théories ont abordé indirectement le problème de la guerre et de la paix, mais les modèles économiques actuels n'en font jamais état. Les études théoriques abordent le phénomène de la guerre et de sa menace comme un facteur finalement assez marginal. Pourtant, depuis quelques années, on assiste à un développement des études sur l'économie des dépenses militaires.

B - Les analyses économiques des dépenses militaires

Si les mouvements pacifistes ne semblent pas très intéressés par l'analyse économique — sinon par le refus des sociétés productivistes et hiérarchisées — ils reçoivent indirectement l'aide des économistes contemporains ; en effet, même si les recherches en matière d'économie des armes ne sont pas très développées, elles se sont déjà exprimées en de nombreux domaines, généralement définis par l'Organisation des Nations Unies, les Centres de Recherche Universitaires ou les Instituts internationaux d'études sur la paix. En fait, la plupart des études conjoncturelles entreprises depuis la fin de la dernière guerre mondiale, à l'exception de quelques études notables, ont plutôt été favorables aux thèses pacifistes. Il faut noter cependant, que les résultats n'indiquent pas nécessairement que le désarmement s'impose ; ils soulignent plutôt le caractère non-économique des dépenses militaires, mais celles-ci ont certainement été décidées pour d'autres raisons que la croissance ou l'inflation d'un pays. La rationalité militaire et la rationalité économique ne correspondent pas toujours et il est certain que l'effort

militaire coûte à une société qui est restée en paix du fait même de cet effort, si l'on fait l'hypothèse que la paix est une donnée.

Quatre domaines d'analyse ont plus particulièrement été étudiés : le statut des dépenses militaires ; la définition des dépenses militaires ; l'impact des dépenses militaires sur l'analyse économique ; l'analyse modélisée de la course aux armements.

1) Le statut théorique des dépenses militaires

Les dépenses militaires sont des dépenses sans contreparties immédiates et elles fournissent à la collectivité des avantages communs et indivisibles. Elles appartiennent ainsi à la catégorie des biens publics. L'analyse théorique des biens publics fait l'objet de multiples débats, d'où il ressort que leurs effets sont soit positifs, soit négatifs selon l'idéologie à laquelle on appartient⁴. Mais surtout, il semble y avoir un consensus pour considérer que les dépenses militaires sont des dépenses improductives. De ce fait, leur croissance exerce des effets négatifs à long terme sur le développement économique, en termes de coûts d'opportunité, par rapport aux activités directement productives. Cependant, il n'existe pas de clef de répartition indiscutable entre les dépenses productives et les dépenses improductives. Enfin, la défense d'un pays n'est jamais considérée par les économistes comme un besoin, au même titre que le boire ou le manger. Il en résulte que les dépenses affectées à la sécurité nationale sont analysées comme ne produisant aucune satisfaction nouvelle pour la collectivité et les individus, ce qui est inexact⁵.

Le statut théorique des dépenses militaires apporte, au plan économique, des arguments importants pour le désarmement ou pour la réduction des dépenses militaires. En effet, sauf pour rétablir une conjoncture de sous-emploi, les dépenses militaires peuvent aisément être substituées par d'autres dépenses privées ou publiques, si l'objectif poursuivi est la maximisation des variables économiques. Cependant, il semble nécessaire que les économistes reconsidèrent leurs analyses du statut des dépenses militaires, car il apparaît inopportun de rejeter les conflits entre les hommes dans les espaces extraéconomiques ou dans le domaine de la casuistique ou de l'événementiel.

2) Définition et comparaison des dépenses militaires mondiales

Sous l'impulsion de plusieurs résolutions de l'Assemblée Générale des Nations Unies, des études ont été entreprises dans le but de définir et de comparer les dépenses militaires. Depuis 5 ans, il existe même une matrice

harmonisée des dépenses militaires, qui a été remplie par plus de 25 pays. En outre, un groupe d'experts travaille à l'heure actuelle sur le problème des comparaisons, en utilisant la méthode de parité des pouvoirs d'achat.

Cependant, la définition et la comparaison des dépenses militaires se heurtent à d'innombrables difficultés pratiques, politiques, stratégiques et économiques que les pacifistes pourraient mettre en évidence pour souligner le comportement négatif des Etats à l'égard de la transparence des informations.

Les Etats utilisent le secret militaire pour les informations concernant leur sécurité nationale, notamment en matière de prix et de dépenses des différents matériels d'armement. Cette pratique réduit les possibilités d'accords sur la réduction des dépenses militaires et elle limite l'information de l'opinion publique. Il faut noter que les pays occidentaux fournissent de meilleures informations que les pays de l'Est. L'action des pacifistes devrait, dans une certaine mesure, tendre à réclamer des informations plus complètes de la part des pays socialistes, car l'absence de données statistiques empêche au départ, toute négociation.

Les Etats cherchent à fournir des informations qui ne correspondent pas toujours au niveau réel de leurs forces. Ils modifient les informations d'une période à l'autre et ils utilisent des procédures budgétaires particulières tendant à réduire artificiellement le coût des armes d'un pays.

Les comparaisons internationale des dépenses militaires sont très difficiles à réaliser ; mais il semble que les problèmes techniques pourraient être occultés si une véritable volonté politique de comparaison des dépenses militaires était exprimée⁶.

3) L'impact négatif des dépenses militaires sur la croissance économique

La plupart des études économiques et économétriques mettent en évidence le caractère plutôt négatif des dépenses militaires sur la croissance économique. Malgré l'étude de Benoit⁷ soulignant l'effet plutôt positif ou nul de l'effort militaire dans les pays en voie de développement sur leur croissance, la plupart des études qui ont été menées à bien cette dernière décennie, ont insisté sur les effets inflationnistes des dépenses militaires et sur leur effet de substitution à l'investissement⁸. En fait, il semble bien que les situations nationales divergent fortement, et, selon les périodes, le coût des armes est plus ou moins fortement ressenti, au plan économique et social, par les nations⁹.

Le modèle mondial mis au point par Wassily Leontief et Faye Duchin montre le caractère globalement positif pour l'ensemble des pays du monde d'une procédure de désarmement, même en présence d'un transfert des ressources ainsi économisées vers les pays les plus pauvres¹⁰. Si ces études ne sont certainement pas généralisables à tous les pays, il n'empêche que, d'une manière générale, il faut s'attendre à des effets négatifs d'une croissance des dépenses militaires sur les économies nationales, même si ces effets s'avèrent, au moins à court terme, relativement faibles en intensité. Ces études pourraient être utilisées par les mouvements pacifistes, mais elles sont souvent méconnues.

4) Les modèles de course aux armements

Les économistes se sont beaucoup intéressés aux modèles de course aux armements¹¹. Il existe deux types de modèles. Le premier considère que la course aux armements est liée à l'existence de deux ou trois Etats potentiellement adversaires, alors que le second insiste plutôt sur le processus bureaucratique interne de chaque Etat comme facteur déterminant de l'augmentation des dépenses militaires internationales. Ces analyses ne sont toutefois pas exclusives. Les principaux enseignements de ces modèles sont les suivants :

— Les dépenses militaires des grandes puissances dépendent plus d'une dynamique interne que d'une dynamique internationale. Autrement dit, ce n'est pas la situation internationale qui incite l'URSS et les USA à poursuivre leur effort d'armement, mais des facteurs internes de bureaucratie ou de puissance du complexe militaro-industriel.

— Par contre, l'évolution des dépenses des grands systèmes d'alliance militaire (OTAN ou Pacte de Varsovie) semble traduire une dynamique internationale plus évidente.

— Dans les pays du Tiers-Monde, trois situations sont mises en évidence : 1/ l'interdépendance strictement symétrique, 2/ l'interdépendance a-symétrique (en ce sens qu'il y a un leader et un suiveur) et 3/ l'interdépendance indirecte, avec délais d'ajustement plus ou moins longs, selon le degré de tension.

La plupart de ces modèles contiennent des variables économiques représentant généralement le coût macro-économique de l'effort militaire ou des indicateurs de l'activité nationale, afin de mettre en évidence la sensibilité des décisions bureaucratiques à la conjoncture économique.

Ces résultats sont particulièrement intéressants pour les pacifistes mais, à l'exclusion du MAN, ils n'en font pas mention.

Ces modèles mériteraient d'ailleurs d'être améliorés, mais ils se heurtent à la quantitativisation d'informations qualitatives, au problème de la constance des relations retenues et à l'insuffisance des analyses théoriques multidisciplinaires.

Si les économistes soulignent généralement les effets négatifs des dépenses militaires sur les économies nationales, ils ne sont toutefois pas compétents pour juger de leur utilité par rapport à la sécurité nationale et internationale. La constitution d'une défense n'est inutile qu'en l'absence de tout conflit. Le monde contemporain, de ce point de vue, n'est pas armé pour la non-défense.

Si les pacifistes ne sont pas toujours à l'écoute des économistes, ils n'en ont pas moins des analyses économiques déclarées ou sous-jacentes.

II - LES CONCEPTIONS ECONOMIQUES DES PACIFISTES

Si les pacifistes n'ont pas de théories économiques particulières, ils n'en ont pas moins des économistes qui réfléchissent sur la relation entre la paix et l'économique. Ces réflexions, sans être complètement originales, n'en sont pas moins intéressantes pour comprendre le monde contemporain.

D'autre part, les mouvements pacifistes présentent souvent des réflexions économiques qui, sans constituer à proprement parler un corps ou des corps théoriques totalement cohérents n'en sont pas moins révélatrices de leurs options politiques et sociales.

Dans ce contexte, nous nous attacherons plus particulièrement à l'analyse du désarmement pour le développement telle qu'elle est envisagée par les groupes du Mouvement de paix français.

- A - Les réflexions économiques de pacifistes.
- B - Les thèmes économiques intéressant le Mouvement de paix français.
- C - Le désarmement pour le développement selon les pacifistes.

A - Les économistes d'inspiration pacifiste

Quelques économistes d'inspiration pacifiste ont condamné la course aux armements actuelle et ont mis en évidence des facteurs inquiétants pour la paix mondiale.

Ainsi Ron et Dan Smith¹² condamnent le militarisme qui sévit dans les sociétés contemporaines. Ils définissent le militarisme par le haut niveau des dépenses militaires en situation de paix, la militarisation croissante des relations sociales, les tendances de guerre ou d'utilisation de la force dans les relations internationales et la course à l'armement nucléaire. Pour eux, les conflits existent entre les classes sociales, les Etats capitalistes (qui cherchent à maintenir leurs avantages impérialistes), les pays socialistes et les pays du Tiers-Monde. Le militarisme permet d'accroître le taux d'exploitation des travailleurs et d'imposer les valeurs de hiérarchie, de discipline, d'intérêt national nécessaires aux gouvernants pour maintenir leurs privilèges.

Pour Mary Kaldor¹³, il existe une loi des modes de destruction et de guerre. Le développement des moyens de production génère de nouveaux systèmes d'armes qui, combinés aux relations technologiques et humaines concrètes, conditionnent les formes générales des organisations militaires, qui développent alors une logique interne particulière. Si Engels pouvait penser que le militarisme porte en lui les germes de son autodestruction en constituant des armées coûteuses et rapidement hostiles aux gouvernants, l'arme nucléaire a rendu cet argument obsolète. D'autre part, Mary Kaldor considère que l'émergence du militarisme est la preuve d'une économie en déclin, que les hauts niveaux de dépenses militaires accélèrent. Pour elle, trois phases sont caractéristiques de l'émergence du militarisme :

– d'abord, une période de paix constante pendant laquelle la production d'armes croît sensiblement marque le début du déclin économique de la société.

– ensuite, les dépenses militaires renforcent l'industrie des armes, qui joue alors un rôle politique et économique essentiel dans la vie du pays.

– enfin, l'accroissement de la production militaire accélère le processus du déclin économique. Les techniques militaires sont alors basées sur les technologies dominantes. Quand le déclin apparaît, les entreprises concernées cherchent des contrats militaires et font pression sur le gouvernement pour les obtenir. On améliore alors la sophistication des produits, qui deviennent de plus en plus chers, de plus en plus dangereux, mais aussi de moins en moins utiles.

Pour Seymour Melman¹⁴, les dépenses militaires exercent des effets néfastes sur les économies capitalistes. En effet, elles réduisent l'efficacité des processus de concurrence, elles limitent l'affectation des fonds vers un secteur privé nettement plus productif que le secteur public, elles réduisent

les risques nécessaires au dynamisme de l'économie, en assurant des profits aux firmes les plus puissantes. Ce courant de pensée libéral condamne le complexe militaro-industriel qui justifie sa présence en manipulant la peur de la menace extérieure. Le militarisme est irrationnel et immoral.

Par ces trois exemples, il est possible de comprendre la diversité des analyses économiques des pacifistes. En fait, la recherche de la paix s'exprime aussi bien par une condamnation du capitalisme que par son exaltation (Melman), par un refus des deux blocs, par la recherche d'une autre société, par la croyance au statu quo entre socialisme et capitalisme. Il n'existe donc pas de théorie économique spécifique aux pacifistes, même si plusieurs thèmes sont constamment développés, avec parfois des conclusions divergentes.

B - Les thèmes économiques intéressant le mouvement de paix français

L'enquête menée par le CEDSI¹⁵ sur le mouvement de paix en France a mis en évidence le faible intérêt que portent les pacifistes aux analyses économiques de la guerre, de la paix ou des dépenses militaires. Pourtant, sur les 49 réponses au questionnaire qui leur a été envoyé par le Centre, 39 % d'entre elles situent la paix dans le champ de l'économie, contre 29 % dans le champ purement militaire (tableau n° 1).

TABLEAU 1 : voir p. 56.

Parmi les principales revendications ou objectifs de ces associations, le refus de vente des armes à l'extérieur obtient une certaine priorité – au sixième rang parmi les citations, après le rejet de la défense nucléaire, le refus de tout nouveau programme d'armement (qui contient des facteurs économiques), le désarmement unilatéral, la non-violence et l'objection de conscience.

Bien entendu, ces résultats n'indiquent pas que l'économie soit absente des réflexions du mouvement de paix, mais l'importance qui lui est accordée est secondaire et les analyses économiques des pacifistes sont souvent faiblement développées ou de « seconde main ». Plusieurs thèmes sont abordés, mais un intérêt particulier est porté au Tiers-Monde, aux inégalités sociales, à la lutte contre le capitalisme, à l'émergence d'une société écologique et au coût des armes (tableau n° 2).

TABLEAU 2 : voir p. 57.

Tableau n°1 - Les différentes conceptions de la paix

CONCEPTIONS		ASSOCIATIONS
Conception globale de la paix	29	
Conception militaire de la paix	14	
Conception économique de la paix	19	(6 groupes insistent sur les aspects économiques de la paix)
Sans réponse	8	

Tableau n°2 - Thèmes économiques abordés par le Mouvement de Paix

Thèmes	Associations
Inégalités sociales	<p>ARESPA Défense et Paix CLO-GALA Parti Socialiste Unifié (PSU) CUN de Larzac Groupe Solidarité Internationaliste (GSI) Les Verts - Parti Ecologiste Mouvement pour une Alternative Non violente (MAN) Mouvement International de Réconciliation (MIR) Le Réseau Ami de la Terre Mouvement d'Action Ecopolitique</p>
Société Ecologique	<p>Artisans de Paix Défense et Paix Ecoropa Fédération Artisans du Monde Réseau Ami de la Terre Les Verts - Parti Ecologique Mouvement Action Ecopolitique CLICAN</p>
Lutte contre le capitalisme	<p>Artisans de Paix Mouvement de la Paix Mouvement pour le Développement, la paix et la liberté Mouvement pour une Alternative Non-violente PSU</p>
Tiers-Monde	<p>Défense et Paix ARESPA Fédération Artisans du Monde Femmes pour la paix MAN PSU GSI Amis de la Terre Les Verts - Parti écologiste Mouvement Populaire des Citoyens du Monde</p>
Coût des armes	<p>CODENE ARESPA CLICAN CUN Larzac ECOROPA Femmes pour la Paix GSI Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté MAN MIR Réseau Amis de la Terre Mouvement Populaire des Citoyens du Monde</p>

1) Le Tiers-Monde

Les analyses économiques sur le Tiers-Monde sont assez rares, mais le mouvement de paix souligne constamment l'exploitation du Tiers-Monde. Les études entreprises procèdent d'abord d'une conception morale des injustices. Pour « Défense et Paix » par exemple, les injustices économiques notamment celles de l'ordre économique international contemporain, sont des facteurs de tensions et de guerres, alors que la Fédération artisans du monde souhaite le développement des pays du Tiers-Monde par une remise en cause du mode de vie occidental. Le Groupe Solidarité Internationaliste (GSI) considère que le capitalisme pille les richesses naturelles du Tiers-Monde, alors que le Mouvement populaire des citoyens du monde estime que les pays du Nord sont largement responsables de la situation catastrophique du Sud en exerçant des effets de domination paupérisants et en imposant des technologies et des modes de vie inadaptés. Une authentique coopération Nord-Sud n'est possible que dans le cadre d'une transformation des structures du Nord.

2) Le coût social des armes

La grande majorité des associations condamne la course aux armements au nom de la menace qu'elle fait peser sur la paix et le devenir de l'humanité, mais aussi elle affirme que le surarmement conduit à la crise économique internationale. L'ARESPA, par exemple, considère que la guerre est la manifestation extrême de la concurrence industrielle et de la mise au travail des forces productives¹⁶. L'idée fondamentale exprimée par la plupart des groupes est simple. Toute action de désarmement aurait un effet positif sur les économies nationales, même en l'absence de transferts des économies réalisées vers les pays du Sud. Les dépenses militaires, sont, par définition, improductives et leur réduction ne peut avoir que des effets positifs sur le mode et le niveau de vie de la population mondiale. Le commerce des armes est sévèrement condamné, même s'il apporte un avantage économique certain aux pays exportateurs. La production d'armes provoque, dans notre monde contemporain, la constitution de complexes militaro-industriels qui constituent un facteur important de guerre et de crise économique.

3) Lutte contre les sociétés contemporaines

De nombreuses associations n'abordent pas le problème des systèmes économiques antagonistes. Elles considèrent uniquement la situation militaire. Cependant, à côté de groupes qui condamnent le capitalisme au nom

du socialisme, de nombreuses associations rejettent les deux systèmes et cherchent à promouvoir une société d'inspiration écologique, marquée par le refus du profit, de la domination, du gaspillage, des modes de vie contemporains, des hiérarchies, des technologies dures, de l'impérialisme ; elles souhaitent un contrôle décentralisé de la vie sociale et elles prônent une réduction des inégalités. Elles réclament un développement de l'être au détriment de l'avoir. Ces idées se manifestent notamment par un combat contre le nucléaire civil et militaire par une recherche autogestionnaire et par une action favorable à l'émergence d'un nouvel ordre économique international. Ces analyses « utopiques » ne sont pas sans intérêt, même si, comme toute analyse de ce type, elles manquent évidemment de rigueur.

Enfin, on pourrait croire que l'idée du désarmement pour le développement soit un des thèmes majeurs de l'action des pacifistes. C'est ce que nous allons étudier maintenant, à la lumière de l'enquête menée par Marie-Christine Fert¹⁷.

C - Le désarmement pour le développement

L'enquête menée par Marie-Christine Fert souligne le faible intérêt du Mouvement de paix français pour l'analyse économique des dépenses militaires et des conséquences économiques et sociales du désarmement. Ainsi sur plus de 60 associations interrogées à partir d'un questionnaire commun (Annexe 1), 31 ont effectivement répondu, mais 13 réponses seulement (heureusement en provenance des plus grandes associations ou organisations représentatives) ont pu être statistiquement exploitables.

En fait, les non-réponses mettent en évidence à la fois le caractère faiblement mobilisateur du désarmement pour le développement pour les pacifistes eux-mêmes et l'absence d'études originales sur ce thème. Les réponses qui n'ont pas pu être directement utilisables, du fait de leur trop grande généralité ou de leur caractère prosélytique, ont été ignorées.

Les réponses exploitables sont les suivantes (Annexe 2) :

1) Toutes les associations se déclarent intéressées par la relation armement-économie, mais aucune ne fournit d'explications détaillées. Au-delà de cette enquête, il est vrai que le mouvement de paix ne propose aucune étude nouvelle sur ce sujet, même si le Mouvement d'Action non violente, le Réseau Ami de la Terre ou le Parti Socialiste Unifié (entre autres) ont publié des études intéressantes sur ce thème.

2) Seules deux associations se déclarent très intéressées par le désarmement pour le développement, les autres associations semblant faible-

ment concernées par cette idée. Il est assez surprenant de constater le décalage qui existe entre le Mouvement de paix français et l'intérêt que l'opinion peut porter à ce thème. C'est ainsi que si le nucléaire constituait certainement un débat majeur au milieu des années 70, il a perdu de son acuité avec le ralliement de la gauche à l'arme nucléaire. Or, le thème central des associations reste le nucléaire, comme si celui-ci occultait toute autre revendication et toute autre action.

3) Pourtant une grande majorité de ces associations déclarent avoir entrepris des études ou avoir organisé des conférences sur le désarmement pour le développement. Cependant, les articles et ouvrages qui semblent le mieux correspondre à leur conception ne sont que très indirectement concernés par ce thème. La méconnaissance des rapports de l'ONU ou de l'existence de l'UNIDIR souligne l'insuffisante documentation des groupes pacifistes et la faiblesse de leurs moyens. Il ne faut cependant pas généraliser cette caractéristique, car en Grande-Bretagne ou en Allemagne de l'Ouest, il en va différemment ; en outre, certaines organisations, notamment le MAN, le MIR ou Pax Christi améliorent sensiblement depuis quelques années leur documentation sur ce thème pourtant, a priori, très populaire.

4) Le Mouvement de paix en France n'est pas toujours au fait de l'actualité. C'est ainsi qu'aucune organisation n'avait eu connaissance de la proposition de François Mitterrand de création d'un Fonds International de Désarmement pour le Développement, qui devrait pourtant recevoir normalement leur appui.

5) Seules deux associations déclarent disposer d'un centre de réflexion économique sur les conséquences d'une procédure de désarmement sur la crise économique, mais une majorité de groupes considère que l'on renforce l'idée du désarmement en la liant au développement.

6) Les études en matière de conversion des produits militaires en produits civils semblent ne plus avoir de secret pour les pacifistes, mais seuls les exemples de la dernière guerre mondiale et de Lucas Aerospace ont été avancés.

7) Plus surprenant, les transferts de ressources des pays développés vers les pays en voie de développement à la suite d'une procédure de désarmement ne soulèvent guère leur enthousiasme, comme si le problème était ailleurs ; en quoi, les pacifistes pourraient avoir raison, à condition d'exprimer les facteurs qui justifient cette méfiance.

Conclusion

Les pacifistes français, contrairement à leurs homologues anglais, ne sont pas tellement concernés par les problèmes économiques. Or, ils ne peuvent avoir cette attitude sans manquer de rigueur, ainsi que nous avons pu le montrer avec l'analyse économique de la guerre et de la paix. Cependant, les économistes feraient bien aussi de tenir compte des leçons données par les pacifistes. Il y a au moins trois idées que le mouvement de paix pourrait apporter aux économistes :

- 1) L'imminence potentielle d'un conflit mondial,
- 2) La modifications de la guerre depuis l'avènement du nucléaire,
- 3) et l'intérêt d'une réduction des dépenses militaires.

— Les économistes sont de plus en plus tentés par les constructions théoriques complexes, rigoureuses, à partir d'un univers économique et social constant. Or, la plupart des modèles économiques ont négligé le facteur fondamental de la course aux armements, de ses incidences sociologiques, psychologiques, politiques, stratégiques ou économiques. Certes, il ne peut pas être reproché aux seuls économistes de n'avoir pas embrassé dans leurs réflexions l'ensemble des facteurs déterminants de la vie sociale, mais l'omission systématique d'un phénomène aussi important que l'opposition Est-Ouest dans les études du Tiers-Monde, par exemple, est très grave quant aux résultats obtenus à moyen terme. De même, l'omission de l'arme économique comme instrument de croissance ou de domination dans tous les systèmes formalisés réduit la qualité des résultats obtenus et déprécie le travail des économistes.

— Les économistes n'ont pas toujours une claire conscience du rôle spécifique du nucléaire. Ainsi, une guerre nucléaire aurait des incidences économiques qu'aucune autre guerre précédente ne peut représenter en matière de destruction humaine et de désorganisation sociale. En fait le nucléaire peut avoir des incidences très différentes selon l'objectif qui lui sera assigné en temps de conflit. Par exemple, pour Jacques Attali, le capitalisme a besoin de la crise pour organiser le changement. Il créera une société où l'homme sera l'instrument de sa propre mort, où chacun sera son propre surveillant et où la lutte des classes sera dissoute dans une collectivisation de l'aliénation. Les tensions internationales provoqueront le développement des industries militaires et des réseaux de production de l'énergie nucléaire. Le dépassement militaire de la crise n'est pas invraisemblable, si la guerre reste brève et localisée. Le nucléaire permet la brièveté et la localisation nécessaire à ce changement fondamental. Cette analyse un peu absconse

n'en met pas moins en évidence le caractère particulier du nucléaire, comme solution possible à la crise capitaliste, par ses caractéristiques incomparables en tant qu'instrument de guerre.

— L'intérêt d'une réduction des dépenses militaires est mis en avant. Si à court terme il est possible d'imaginer qu'une activité improductive soit à même de favoriser, pour quelques pays, la lutte contre la crise, il est évident qu'il ne peut pas en être ainsi à long terme, sauf à considérer que la croissance économique n'est qu'un phénomène quantitatif qui ne s'exprime pas nécessairement par une amélioration substantielle du niveau de vie ou par une réduction de la quantité de travail hebdomadaire. Le médicament risque d'être plus nocif que la maladie. Si l'on considère que les dépenses militaires d'un pays constituent une fonction négative de la sécurité de l'adversaire potentiel, aucun pays n'améliore sa propre sécurité dans une course aux armements homothétique. Il en résulte, par contre, un coût social important qui pourrait être réduit par un accord international sur la réduction des dépenses militaires. Cette idée est encore valable si l'on considère que les deux systèmes économiques ne peuvent vivre ensemble dans le long terme, car l'enjeu fondamental est la survie de l'humanité ; il faut donc essayer de trouver d'autres issues que militaires au conflit qui existe entre capitalisme et socialisme.

Il ne faut pas laisser croire que la guerre est inéluctable, mais il faut connaître à la fois les structures économiques et sociales qui poussent aux conflits, la force de destruction invraisemblable du nucléaire et les possibilités concrètes de négociation entre les grandes puissances. Les économistes s'intéressent à la première idée, les pacifistes à la seconde et les politiciens à la troisième. Il faut rassembler ces trois connaissances pour trouver les solutions concrètes de conflits inévitables s'exprimant par des voies non-militaires et non-nucléaires.

Août 1984

1. Pour une analyse du pacifisme, voir J.M. MULLER : « Vous avez dit pacifisme ? de la menace nucléaire à la défense civile non-violente ». Cerf. Paris, 1984. GIRARD R : « Des choses cachées depuis la fondation du monde ». Grasset, Paris, 1978. André GLUCKSMANN : « La force du vertige ». Grasset, Paris, 1983.
2. FONTANEL, GUILHAUDIS, COLARD : « A la recherche du mouvement de paix en France. Non violence, Objection, Antimilitarisme, pacifisme, antinucléaire ». Arès, Défense et Sécurité, supplément n°2 - 1983.
3. MULLER - Op. cit.
4. FONTANEL J. : « L'économie des armes ». La Découverte. Repère n°3. 1984.
5. COLARD D., FONTANEL J., GUILHAUDIS J.F. : « Le désarmement pour le développement. Dossier d'un pari difficile ». Cahiers de la Fondation pour les Etudes de défense Nationale, Cahier n°19, Paris, 1981.
6. Nations Unies : « Rapport sur la réduction des dépenses militaires » - A/S - 12/7, New York, 6 mai 1982.
7. BENOIT E. : « Growth and defence in developing countries ». Economic development and cultural change, n°2, janvier 1978.
8. SMITH D. & SMITH R. : « Military expenditures, ressources and development » Rapport pour le groupe d'experts des Nations Unies sur le Désarmement pour le Développement, Londres 1980.
9. FONTANEL J. : « Analyse économique du couple dépenses militaires - développement économique. Les exemples des économies de l'URSS, des USA, de l'Egypte, et d'Israël ». Cahiers du CEDSI, Grenoble, 1982.
10. LEONTIEFF W & DUCHIN F. : « Worldwide implications of hypothétical changes in military spending ». Rapport pour le Groupe des Nations Unies « Désarmement pour le Développement », New York, 1980.
11. SCHMIDT C. : « Etude et Préface » in « Les conséquences économiques et sociales de la course aux armements ». Rapport ONU, Economica, Paris, 1983, p. 7 et s.
12. SMITH D & R : « The economics of militarism » - Pluto Press, London, 1983.
13. KALDOR M. : « The baroque arsenal » - Hill & Wang, London, 1981.
14. MELMAN S. : The permanent war economy. Simon & Schuster, New York, 1974.
15. COLARD, FONTANEL, GUILHAUDIS : Op. cit.
16. JOXE A. (sous la direction de) : « Demain la guerre » - ARESPA, Economie et Humanisme, Les Editions Ouvrières, Paris, 1981.
17. FERT M.C. : « Le désarmement pour le développement. Une enquête auprès des mouvements pacifistes en France » - Mémoire Maîtrise, Sciences Economiques, juin 1984.

Bibliographie

Benoit E. (1978), Growth and defence in developing countries, Economic Development and cultural change, Janvier, n°2.

Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1981), Le désarmement pour le développement : un pari difficile, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale. Les Sept Epées, Cahier n° 19, Paris, 171 p.

Fert, M.C. (1984). Le désarmement pour le développement. Une enquête auprès des mouvements pacifistes en France, Mémoire, Université Sciences sociales de Grenoble.

Fontanel, J. (1979), Ecologie, Economie et Plurigestion, Collection "Les Cahiers de l'Ecologie" , Edition Entente, Paris, 1979

Fontanel, J. (1981), Organisations économiques internationales, Masson, Paris.

Fontanel, J. (1982), Analyse économique du couple dépenses militaires-développement économique. Les exemples des économies de l'URSS, des USA, de l'Egypte et d'Israël, Cahiers du CEDSI, Grenoble.

Fontanel, J. (1982), Le désarmement pour le développement, Stratégie et Défense, Juin 1982 (6 pages).

Fontanel, J. (1983), Le désarmement pour le développement, Economie et Humanisme N° 271. 1983 (10 pages)

Fontanel, J., Guilhaudis, J-F., Colard, D. (1983), A la recherche du mouvement de paix en France. Non violence, Objection, Antimilitarisme, pacifisme, Antinucléaire, Arès, Défense et Sécurité, Supplément n° 2.

Fontanel, J. (1984), L'économie des armes, La Découverte, Collection Repères, Paris, 110 p

Fontanel, J., Smith, R. (1985), L'effort économique de défense, ARES, Défense et Sécurité, Supplément n° 4 - Novembre 1985.

Girard, R. (1978), Des choses cachées depuis la fondation du monde, Grasset, Paris.

Glucksman, A. (1983), la force du vertige, Grasset, Paris.

Joxe, A. (1981), Demain la guerre, ARESPA, Economie et Humanisme, Les Editions Ouvrières, Paris.

Kaldor, M. (1981), The baroque arsenal, Hill and Wang, London.

Leontieff, W., Duchin, F. (1980), Worldwide implications of hypothetical changes in military spending, Rapport pour le Groupe d'Experts des Nations Unies sur le Désarmement pour le Développement.

Melman, S. (1974), The permanent war economy. Simon & Schuster, New York.

Muller, J.M. (1984), Vous avez dit pacifisme ? De la menace nucléaire à la défense civile non-violente, Cerf, Paris.

Nations Unies (1982), Rapport sur la réduction des dépenses militaires, A/S-12/7, New York, 6 mai.

Nations Unies, (1983), « Les conséquences économiques et sociales de la course aux armements, Rapport ONU, Economica, Paris.

Schmidt, C. (1983), Etude et Préface, in « Les conséquences économiques et sociales de la course aux armements, Rapport ONU, Economica, Paris.

Smith, D., Smith, R. (1980), Military expenditures, ressources and development, Rapport pour le Groupe d'Experts des Nations Unies sur le Désarmement pour le Développement.

Smith, D., Smith, R. (1983), *The economics of militarism*, Pluto Press, London.